

Veille numérique Hongrie

Août 2023

Secteur public

Prêts au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)

La Hongrie a demandé un prêt de relance de 3,9 Md€ au titre de la Facilité pour la Reprise et la Résilience. Tibor Navaracsics, ministre du Développement régional, a précisé que la Hongrie envisageait d'utiliser l'argent pour financer le développement des infrastructures et pour des projets à même de renforcer l'efficacité énergétique et à soutenir la transition verte. Selon Portfolio, ce prêt est aussi lié aux engagements de la Hongrie dans le cadre de la procédure relative à L'Etat de droit.

Les bourses Erasmus+

Tibor Navaracsics, ministre du Développement régional, a assuré que le financement du programme Erasmus était bien en place jusqu'au premier semestre 2024, même pour les 21 universités gérées par les fondations d'intérêt public. Il a également rajouté que les négociations avec Bruxelles étaient en cours et qu'il espérait parvenir à un accord sur la suite d'ici fin novembre.

Un nouveau ministère de l'UE prend forme

Un nouveau ministère des affaires européennes, qui relevait jusqu'à présent de l'ancienne ministre de la justice Judit Varga, a été créé sous la direction de János Bóka. Ses sous-secrétaires seront Nándor Pátkai, Tamás Czombos, Péter Balázs Molnár et Csaba Zalai. Lorsque Mme. Varga dirigeait le ministère, M. Pátkai était chargé de la coordination et de la législation en matière de droit civil, M. Czombos des affaires juridiques de l'UE, M. Molnár de la préparation de la présidence de l'UE de 2024 et M. Zalai de la coordination des affaires de l'UE. Bence Tuzson, le nouveau chef du ministère de la justice, ne sera plus Commissaire du gouvernement chargé de la déréglementation.

L'autorité des médias se prononce contre le film de campagne de la Pride

L'autorité médiatique NMHH a jugé que la vidéo de 30 secondes créée pour promouvoir le mois de la Pride de cette année était dangereuse pour les enfants mineurs et ne pouvait pas être considérée comme une publicité à caractère social.

La Commission européenne estime qu'il s'agit d'une violation du droit communautaire et a lancé une procédure d'infraction à l'encontre de la Hongrie devant la Cour européenne, à laquelle se sont joints de nombreux États membres de l'UE.

16,5% des personnes disposant de moins de 60% du revenu médian n'ont pas accès à internet. Selon les données d'Eurostat, environ 4,5 % des Hongrois n'ont pas d'accès propre à l'internet, ce qui représente le troisième chiffre le plus élevé de l'UE. La moyenne européenne est de 2,4 %. HVG juge particulièrement préoccupant le fait que la principale barrière d'accès à l'internet est financière : nombre de ménages ne peuvent tout simplement pas se permettre une telle dépense. Une personne sur six, soit 16,5 %, parmi celles qui vivent avec moins de 60 % du revenu médian, n'a pas son propre accès à l'internet, ce qui est bien supérieur à la moyenne européenne de 7,6 %. Le chiffre est de 25% en Roumanie et de 20,5 % en Bulgarie. Le pays le mieux connecté de l'UE est la Finlande, où 99 % de la population dispose de son propre accès à internet.

Secteur privé

Vodafone

Vodafone, racheté début 2023 par l'Etat hongrois (29,5%) et par 4iG (70,5%) pour un total de 660 Mds HUF (1,7 Mds€) à l'opérateur britannique Vodafone, a généré des pertes importantes pour ses propriétaires. Selon le rapport publié, l'entreprise a clôturé l'exercice 2022-2023 avec une perte de 51 Mds HUF (132 M€). Vodafone Hongrie n'avait pas non plus de très bons résultats dans le passé, puisqu'il a enregistré une perte de 1,3 Mds HUF (3,4 M€) au cours de l'exercice 2020 et de 7,4 Mds HUF (19 M EUR) en 2021. Selon 4iG, l'importance de la perte pouvait s'expliquer par trois éléments majeurs :

1. Vodafone Hongrie, avant l'acquisition, a dû payer un montant de 38,6 Mds HUF (100,3 M€) à titre d'intérêts sur un prêt accordé par la société mère ;
2. La taxe sur les bénéfices supplémentaires prélevée sur les entreprises de télécommunication (10,3 Mds HUF – 26,7 M€) ;
3. Le prix de l'énergie et d'autres éléments (3,8 Mds HUF).